

Le revenu universel, de Thomas Paine à Sam Altman

di Pascal Riché

A l'heure où l'intelligence artificielle menace de ravager les emplois, l'idée d'un revenu de base versé à tous sans condition refait surface. Mais les patrons de la tech ont-ils les mêmes motivations que les philosophes et les économistes qui l'ont portée ?

En ce printemps 2026, quand elle est artificielle, l'intelligence est huée par une partie de la jeunesse américaine. Littéralement. Lors des cérémonies de remise de diplômes, avant d'aller jeter leurs toques à pompon en l'air, des étudiantes et étudiants conspuent les orateurs qui se risquent à vanter la révolution technologique en cours. Dans plusieurs Etats (Floride, Tennessee...), certaines personnalités en ont déjà fait les frais sur les campus, à l'instar d'Eric Schmidt, ancien président-directeur général de Google, à l'université de l'Arizona, le 15 mai.

Si la génération Z aux Etats-Unis utilise régulièrement l'intelligence artificielle (IA) générative, ses membres nourrissent à son encontre un ressentiment croissant. Selon une enquête Gallup publiée en avril, près d'un tiers des 14-29 ans affirment que cette technologie les met en colère. Ils ont quelques raisons de le faire : l'accès au marché du travail, pour les diplômés, est devenu bien plus ardu face à la concurrence des agents IA. Et les patrons des sociétés qui les fabriquent ne manquent jamais une occasion de prédire l'« *apocalypse de l'emploi* » – la destruction massive d'emplois de cols blancs – comme si c'était le signe ultime de l'efficacité de leurs produits !

En même temps, ces mêmes responsables redoublent d'efforts pour promouvoir un antidote tout aussi spectaculaire au poison social qu'ils vendent : le revenu universel. Puisque les algorithmes et les robots vont rapidement éliminer des millions d'emplois tout en produisant un jaillissement extraordinaire de la richesse, seule la distribution

d'un revenu de base, versé à tous sans contrepartie, peut empêcher la société de s'effondrer.

Elon Musk (Tesla, Grok, X, SpaceX...) promeut l'idée depuis dix ans, mais il a rehaussé la barre : oubliez le revenu de base universel, la productivité mirifique que va déchaîner l'IA permettra, selon lui, d'instaurer un revenu « élevé » universel. Plus réfléchi est son collègue Sam Altman, patron d'OpenAI (ChatGPT), qui a déjà orchestré l'une des expérimentations les plus ambitieuses du revenu universel : 1 000 personnes recevant 1 000 dollars par mois pendant trois ans. Le 6 avril, il a publié un manifeste de 13 pages esquissant la société de demain. Il y évoque la piste de la semaine de trente-deux heures sans perte de salaire, la taxation des robots, des impôts sur les plus-values du capital, mais aussi la création d'un « *fonds de richesse* » qui redistribuerait des dividendes aux citoyens et serait abondé par les grands acteurs de l'IA.

Au fur et à mesure que l'on s'approche de la naissance d'une « superintelligence », ces grands patrons multiplient les appels à de vastes réformes. Sinon, « *les gens vont sortir les fourches* », a prédit, en mars, Alex Karp, patron de Palantir Technologies. « *Ça va être : "Pendons les riches !"* »

« **Privatisation de la solidarité** »

La dernière fois que le revenu de base universel a tant fait parler de lui dans le monde entier, c'était il y a dix ans. En 2016, la Suisse avait soumis au référendum – et rejeté à 77 % – l'instauration d'un « revenu de base inconditionnel » ; la Finlande l'avait expérimenté à grande échelle (sans donner suite) ; en France, l'idée avait fait l'objet de débats passionnés lors des rassemblements du mouvement Nuit debout, avant de devenir la proposition phare du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2017, Benoît Hamon.

Comment une idée aussi radicale, manifestement marquée à gauche, a-t-elle pu devenir le mantra des ultrariches de la baie de San Francisco ? Aujourd'hui retiré de la politique, Benoît Hamon n'est pas surpris : « *Dans la Silicon Valley, les gens de la tech s'intéressent à cette question depuis longtemps, rappelle-t-il. Au moins, ils mesurent la catastrophe sociale que promet l'essor de l'IA et certains, comme Sam Altman, cherchent des solutions de fond. Mais plusieurs d'entre eux se prennent pour des*

démiurges. Et le risque, avec cette idée de fonds de redistribution, est d'aboutir à une privatisation de la solidarité. »

Ont-ils conscience, ces patrons des Big Tech, de s'inscrire dans une longue et riche histoire ? Un feuilleton vieux de plusieurs siècles, qui commence par *L'Utopie* (1516), de Thomas More, cette île imaginaire qui a réussi à supprimer la criminalité en déconnectant le revenu du travail. Il rebondit deux siècles plus tard avec un autre Anglais, un autre Thomas, une figure majeure de deux révolutions, l'américaine et la française. Pendant l'hiver 1795-1796, après avoir frôlé la guillotine sous la Terreur, Thomas Paine écrit un pamphlet sur la justice agraire pour affronter la thèse, défendue dans certains sermons, selon laquelle la distinction entre les riches et les pauvres serait naturelle. Chaque nation devrait créer un fonds qui verserait à tous les jeunes hommes et à toutes les jeunes femmes, à l'âge de 21 ans, la somme de 15 livres sterling pour leur permettre d'entrer dans le monde, puis de 10 livres sterling par an après 50 ans.

Le fonds que propose Sam Altman n'est pas si éloigné de ce projet, ce qui n'étonne pas Martine Long, professeure de droit public à l'université d'Angers, qui a codirigé l'ouvrage *Le Revenu universel, une utopie pour le XXI^e siècle ?* (Berger Levrault, 2022) : « *Dans les deux cas, il s'agit d'apporter à la population une contrepartie à la captation du patrimoine par une minorité de propriétaires.* » A l'époque de Thomas Paine, c'était le patrimoine agraire. Aujourd'hui, ce sont les données nécessaires à l'IA. Mais si, chez Paine, la dotation était un droit, la terre étant l'héritage commun de l'humanité, cette idée semble s'être perdue.

« *Si, dans la Silicon Valley, on prenait Paine au sérieux, la conséquence logique serait de faire de l'IA elle-même un commun* », juge Jean-Christophe Bélisle-Pipon, professeur d'éthique à l'université Simon-Fraser, près de Vancouver, au Canada. Il dénonce la violence symbolique du discours des « rois de la vallée » sur le revenu universel, qui ne sert qu'à légitimer une situation qu'il prétend corriger : « *Ils se posent en bienfaiteurs, ils transforment les destinataires du revenu universel en bénéficiaires passifs d'un système qu'ils ne maîtrisent pas et, surtout, ils déplacent l'attention : on débat du montant d'une allocation au lieu d'interroger la concentration du capital et du pouvoir.* »

Au XX^e siècle, l'idée du revenu universel a hanté la conversation publique par vagues, portée par des philosophes ou des économistes de différentes obédiences. L'idée a été défendue par des esprits aussi divers que le philosophe séduit par l'anarcho-syndicaliste Bertrand Russell (1872-1970), l'économiste ultralibéral Milton Friedman (1912-2006), des penseurs néomarxistes comme l'opéraïste Toni Negri (1933-2023), et même le pape François (1936-2025).

L'ADN idéologique du revenu universel, qui change sans cesse de nom comme autant de mues (revenu inconditionnel, allocation universelle, revenu d'existence, revenu de citoyenneté, etc.), est un capharnaüm. Ses défenseurs partagent cependant la même définition grosso modo du revenu universel : une rente individuelle accordée par la collectivité, sans contrepartie, cumulable avec le travail, qu'on finirait vite par trouver aussi naturelle que l'air que l'on respire. Ils se déchirent sur le montant du revenu en question, qui peut en changer la nature.

Sortir du capitalisme ou le sauver

Deux approches se distinguent notamment : à gauche, des utopistes rêvant de mettre fin à l'aliénation du travail ; à droite, des libéraux rêvant de simplifier l'enchevêtrement des aides sociales. Les uns y voient un moyen de sortir du capitalisme, les autres de le sauver. Devinez dans quel camp se rangent les promoteurs du revenu universel de la Silicon Valley ? Pour les utopistes de gauche, la raison d'être du revenu universel n'est pas seulement de faire disparaître la misère, de s'assurer que chaque être humain ait ce dont il a besoin : nourriture, toit, vêtements et soins. C'est un outil de transformation du système, voire une « *voie capitaliste vers le communisme* », pour reprendre une formule du philosophe et économiste belge Philippe Van Parijs, principal penseur vivant du revenu universel.

Instaurer l'allocation universelle, ce n'est pas tenter de corriger les effets du néolibéralisme ou de secourir les plus démunis. « *C'est remettre fondamentalement en cause la logique capitaliste et chercher un autre mode d'organisation sociale* », écrit, par exemple, en 2008, le collectif Utopia, proche du Parti socialiste, dans un manifeste, et dont les textes inspireront le programme de Benoît Hamon.

Utopia se réclame de la pensée du philosophe André Gorz (1923-2007), qui, juste avant de se donner la mort, a rejoint le mouvement et préfacé ce premier manifeste.

L'évolution de la pensée de Gorz sur le revenu universel est passionnante, car elle éclaire les tiraillements de la gauche sur le sujet. Issu de la pensée marxiste, le philosophe autodidacte ne remettait pas initialement en cause la centralité du travail. En février 1994, dans la revue *Futuribles*, il se fend même d'une critique sévère contre le revenu universel qui risque de « *renforcer le clivage entre les actifs bien intégrés dans la sphère économique et les exclus voués aux activités informelles et précaires* ». Il change de cap à partir de 1997, découvrant dans le « *revenu inconditionnel suffisant* » un excellent outil pour libérer les individus de l'emprise capitaliste. Grâce à cet outil, pense-t-il, le secteur marchand pourra financer des activités non marchandes (jardinage, art, entraide, imprimantes 3D...).

Les marxistes purs et durs, eux, restent fidèles à la conviction que les rapports de classe s'organisent autour du travail, seul créateur de valeur. Pour eux, le revenu universel relève donc « *fondamentalement d'une conception antimarxiste* » (*L'Avant-garde*, janvier 2021) : il s'agit d'un pansement posé sur les contradictions du capitalisme. Mais qu'appelle-t-on le travail ? Des penseurs italiens né-opéraïstes concilient le marxisme et le revenu universel en montrant que, puisque le « *capitalisme cognitif* » exploite désormais le savoir collectif, au-delà du temps de travail salarié, le revenu universel est la juste rémunération d'une production de valeur devenue totalement socialisée. « *Dans le capitalisme des plateformes et de l'IA, nous sommes tous productifs par nos actions, nos échanges, nos vies. D'où l'urgence d'un revenu de base inconditionnel, en tant qu'instrument de rémunération, qui reconnaisse cette productivité aujourd'hui exploitée par le capital* », explique Andrea Fumagalli, professeur d'économie politique à l'université de Pavie, en Italie.

Tous ces débats traversent encore aujourd'hui les organisations syndicales, les partis et organisations de gauche, du moins en Europe. De l'autre côté du spectre idéologique, chez les libéraux, la discussion est très différente. Elle porte sur le risque d'encourager l'oisiveté. Pour les uns, le revenu universel est la pierre philosophale qui imposera le libéralisme ; pour les autres, une lubie qui mine la valeur travail. « *Tout le monde sous perfusion de l'Etat. C'est leur fantasme ; cela n'arrivera pas* », a tweeté, en 2025, le « *tsar de l'IA* » de l'administration Trump, David Sacks, célèbre investisseur de la Silicon Valley.

Le défenseur de droite le plus incandescent du revenu universel est Milton Friedman, Prix Nobel d'économie en 1976. Leader de l'école monétariste, ultralibéral, il s'est opposé toute sa vie au keynésianisme, et plus généralement aux idées de gauche. Dans *Capitalisme et Liberté* (1962), il propose un « *impôt négatif sur le revenu* » : son idée est de sortir des aides disparates et ciblées (sur des conditions de ressources, des professions, des groupes d'âge, un type de consommation, etc.) et de mettre en place un système unique qui ne fausse pas le marché.

Milton Friedman n'est pas le premier à avoir eu cette intuition d'impôt négatif : dans les années 1940, une libérale britannique, Juliet Rhys-Williams, l'avait théorisée, avant de connaître le sort propre à tant de femmes intellectuelles : l'oubli. Friedman propose que les Américains riches et pauvres remplissent tous la déclaration de revenu. Au-dessus d'un certain seuil, ils paient des impôts avec un barème progressif ; au-dessous, ils reçoivent de l'argent. Ce système permet selon lui de respecter la « *dignité de l'individu* », ce qui est conforme au libéralisme qu'il prône.

Sa motivation est de rendre « neutre » l'Etat-providence. Mais, dans son esprit, « neutre » est voisin de « minimal ». L'arrière-pensée est de remplacer peu à peu l'ensemble du système social (assurance-chômage, couverture maladie, retraite...) par une allocation unique de faible montant. « *Si Friedman a popularisé l'impôt négatif, c'est James Tobin, économiste proche du Parti démocrate, qui l'a ciselé techniquement* », note Philippe Van Parijs. Il a en effet convaincu George McGovern, candidat à la Maison Blanche en 1972, de l'introduire sur sa plateforme électorale sous le nom de « Demogrant » : 1 000 dollars par personne et par an, soit 8 000 dollars d'aujourd'hui (6 880 euros). Après les primaires, George McGovern a retiré la proposition de son programme et s'est fait battre aux élections par Richard Nixon. L'outil qu'est l'impôt négatif sera adopté dans nombre d'Etats américains, mais réservé aux seuls travailleurs pauvres, en contradiction avec le critère de l'inconditionnalité du revenu universel.

Billevesée pour la droite française

L'idée d'impôt négatif a traversé l'Atlantique. En France, des conseillers du président de la République Valéry Giscard d'Estaing (1926-2020), Lionel Stoleru (1937-2016) ou Christian Stoffaës (1947-2025), la défendent. A la fin des années 1970, le

philosophe Michel Foucault, qui s'est alors piqué d'intérêt pour le néolibéralisme, l'analyse avec fascination dans une de ses leçons au Collège de France. Il apprécie ce système non bureaucratique, qui ne juge personne. Que celui qui est tombé « *au-dessous du niveau du jeu social ; qu'il soit drogué, qu'il soit chômeur volontaire, on s'en moque éperdument* », s'exclame-t-il.

Plus tard, les libéraux Marc de Basquiat, économiste, et Gaspard Koenig, philosophe, théoriseront le « Liber », un impôt négatif qui inspirera, en 2016, la candidate à la primaire de la droite Nathalie Kosciusko-Morizet. Mais, à part quelques exceptions (Christine Boutin, Dominique de Villepin...), la majorité écrasante de la droite française voit le revenu universel comme une billevesée qui décourage le travail.

Dans la baie de San Francisco, Milton Friedman occupe encore une belle place dans le panthéon des seigneurs de la tech. C'est un des héros d'Elon Musk ou du cofondateur de Netscape Marc Andreessen, qui le cite dans son « Manifeste techno-optimiste », autopublié en 2023. Trois ans plus tôt, des figures de la tech comme Sam Altman, Elon Musk ou Jack Dorsey (Twitter) avaient financé la campagne, lors des primaires démocrates, d'Andrew Yang, un entrepreneur qui promettait un « *dividende de la liberté* » de 1 000 dollars par mois. Bien que sa candidature ait échoué, il est resté en contact avec Musk et d'autres de ses anciens soutiens fortunés – le « Yang Gang ».

L'inspiration de la Silicon Valley sur le revenu universel est également nourrie par des best-sellers comme ceux de Martin Ford (*L'Avènement des machines*, FYP, 2017), d'Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee (*Le Deuxième Age de la machine*, éd. Odile Jacob, 2015), de Nick Srnicek et Alex Williams (*Accélérer le futur*, it : éditions, 2015). Mais, « *là où ces auteurs voient dans le revenu universel un instrument de justice et d'émancipation, Musk ou Altman en font un dispositif défensif et compensatoire, un dédommagement pour les externalités négatives qu'ils produisent* », regrette Jean-Christophe Bélisle-Pipon. La vraie question n'est pas de savoir si l'IA imposera ou non un revenu universel, dit-il, mais plutôt « *qui va décider, financer et contrôler ce système, et pour quel projet de société* ». Sortir ces questions de l'angle mort du débat permettrait de « *rendre l'idée du revenu universel à ses traditions politiques et à la délibération démocratique* ». Là, note-t-il, où elle a toujours trouvé sa force.